

ont déjà eu des entretiens sur le prix international de l'or par le passé et auront peut-être d'autres discussions là-dessus au cours de leur prochaine réunion annuelle. On a, à l'occasion, fait mention du sujet au cours de réunions annuelles passées, mais, depuis quatre ans, les délégués ne se sont pas arrêtés précisément au prix mondial de l'or. Je puis dire à l'honorable député qu'on a eu des entretiens de caractère privé là-dessus mais, au fond, l'initiative du Congrès des États-Unis doit précéder toute modification sensible du prix mondial de l'or.

LE CABINET

INTERPELLATION AU SUJET D'UN MINISTRE SUPPLÉANT DES FINANCES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Qu'il me soit permis d'adresser une question au premier ministre. Étant donné que le *Feuilleton* annonce une importante législation financière—et je songe notamment au bill C-122—le premier ministre peut-il nous dire qui assumera les fonctions de ministre suppléant des Finances pendant l'absence du ministre des Finances (M. Fleming) et du ministre du Commerce (M. Hees)?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Le ministre du Revenu national (M. Nowlan).

LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides, sous la présidence de M. Chown.

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

76. Administration centrale, \$6,924,915.

L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le président, nous voici réunis aujourd'hui à la Chambre des communes du Canada au moment où le monde traverse une grave crise. Les députés n'ignorent pas que, depuis quelques semaines, la question de Berlin s'est aggravée constamment et qu'au cours de la semaine dernière, le premier ministre de l'Union soviétique a annoncé la reprise des essais nucléaires. Il a déclaré en outre que son pays est capable de mettre au point une bombe nucléaire d'une puissance équivalente à 100 millions de tonnes de dynamite et qu'une telle bombe pourrait être dirigée par fusée sur n'importe quel objectif dans le monde.

C'était très intéressant de lire les premières nouvelles au sujet de cette déclaration atterrante. Les députés les ont sans doute lues. Je pense en particulier à un article paru dans le *Journal* d'Ottawa du 2 septembre. Il s'agit

d'une dépêche de Moscou au sujet d'une entrevue entre le premier ministre Khrouchtchev et deux membres du parti travailliste de Grande-Bretagne. Il leur aurait dit que s'il avait décidé de reprendre les essais nucléaires, c'était afin de bouleverser les puissances de l'Ouest au point de leur faire accepter des négociations sur l'Allemagne et le désarmement. Il s'est expliqué en affirmant, semble-t-il, qu'en adoptant une attitude rigide il espérait amener l'Alliance atlantique à accepter que les entretiens de Genève portent sur un traité visant l'interdiction des essais nucléaires, outre des négociations en vue d'un désarmement complet et général.

Il ne fait aucun doute que l'opinion mondiale a été profondément choquée de cette déclaration et des mesures qui ont suivi de si près. Je veux parler des quatre essais nucléaires auxquels on a procédé dans l'atmosphère, où l'irradiation et les retombées atteignent leur maximum. Devant de telles initiatives de la part de l'Union soviétique, les États-Unis ont conclu qu'il leur faut faire, eux aussi, des essais nucléaires, bien que ces essais ne soient pas de la même catégorie et qu'ils ne soient pas censés engendrer de retombées. Ce seront des essais en laboratoires et des essais souterrains.

Dans l'intervalle, le président Kennedy et le premier ministre Macmillan, du Royaume-Uni, ont pris une initiative digne de véritables hommes d'État, en lançant au premier ministre de l'Union soviétique, le 3 septembre, un appel conçu dans les termes suivants:

Le président des États-Unis d'Amérique et le premier ministre du Royaume-Uni proposent au président Khrouchtchev que leurs trois gouvernements conviennent, dès maintenant, de ne pas entreprendre d'essais nucléaires dans l'atmosphère de façon à produire des retombées radioactives. Le but de leur proposition est de protéger l'humanité contre les dangers toujours croissants de la pollution atmosphérique et de contribuer à la diminution de la tension internationale.

Ils invitent instamment le président Khrouchtchev à câbler son acceptation immédiate de cette offre en annonçant qu'il fera cesser toute expérience dans l'atmosphère. Ils lui demandent, en outre, instamment de réunir leurs représentants à Genève d'ici le 9 septembre, afin de confirmer cette entente et d'en faire rapport aux Nations Unies. Ils expriment l'espoir sincère que l'URSS acceptera leur offre qui restera valable durant la période indiquée.

Ils signalent qu'en ce qui concerne les expériences atmosphériques, les États-Unis et le Royaume-Uni sont prêts à se fier aux moyens de détection existants, qu'ils croient appropriés et qu'ils ne proposent pas de contrôle supplémentaire. Ils confirment à nouveau leur profond désir de conclure un traité interdisant tout essai nucléaire et visant aussi d'autres formes d'expériences, et ils expriment le regret de ce que l'URSS ait fait obstacle à toute entente de cette nature.

Cet appel n'a encore été suivi d'aucune réponse; je suis certain de parler au nom de